



COMMUNE DE PORT- VENDRES

DÉCISION n° 176/2023

Objet : Délivrance d'une concession dans le cimetière de Port-Vendres enregistrée sous le numéro 962 T

Le Maire de la Commune de Port-Vendres,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2223-3 ; L.2223-13 et suivants,

VU la délibération du Conseil Municipal en date du 25 mai 2020 consentant au Maire des délégations par application des dispositions de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération du Conseil Municipal du 21 octobre 2022 fixant les différentes catégories de concessions funéraires et leurs tarifs,

VU la demande présentée par Madame Monique MIGNON née DUREY [REDACTED]

[REDACTED] et tendant à obtenir une concession dans le columbarium du groupe « AK BIS » au cimetière communal, à l'effet d'y fonder une sépulture familiale,

DECIDE

Article 1^{er} : D'accorder à titre de concession nouvelle à Madame Monique MIGNON née DUREY dans le cimetière de Port-Vendres, une concession de trente ans pour une case en columbarium située Porte B – Allée B – Groupe « AK BIS» - Rang 3 – 2ème étage, à l'effet d'y fonder une sépulture familiale.

Article 2 : La concessionnaire disposera, en conséquence, de cette case en columbarium à dater de ce jour.

Article 3 : Ladite concession est consentie moyennant la somme de 400,00 euros (quatre cents euros) qui a été intégralement versée dans la caisse du Receveur Municipal.

Article 4 : Dit que la recette sera inscrite au Budget 2023, à l'article 70311, code fonction 026.

Article 5 : Madame la Directrice Générale des Services et Monsieur le Comptable Public de la Trésorerie d'Argelès-sur-Mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Port-Vendres, le 18 octobre 2023

Le Maire,
Grégory MARTY

Acte rendu exécutoire
Après dépôt en Sous-Préfecture le : 30/10/23
Et publication ou notification du : 30/10/23
Affichée du : 30/10/23 au 30/12/23

Accusé de réception en préfecture 066-216601484-20231018-DEC176-2023-AU
Date de télétransmission : 30/10/2023
Date de réception préfecture : 30/10/2023
Publié sur le site internet le 30/10/23

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que la présente décision peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le Représentant de l'État.